

DÉLIBÉRATION n°2026-05
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 11 mars 2026

Adoption du compte-rendu du Conseil d'Administration du 17 décembre 2025

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements

Vu le règlement intérieur de l'IEP,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article unique

Le compte-rendu du Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes du 17 décembre 2025 est adopté.

Membres en exercice : 30 membres
Membres présents ou représentés : 23 membres
Votes : Refus de participer au vote : 0

Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 23

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 11 mars 2026

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

Compte-rendu du conseil d'administration du 17 décembre 2025 (8 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le : 12 mars 2026

Présents

- (1) M. Yann Lejolvivet, (Président du Conseil d'administration)
- (2) M. Eric Hitti (représentant de M. David Alis)
- (3) M. Jérôme Lartigau (représentant de Mme Maryvonne Le Brignonen)
- (4) Mme Audrey Ballu-Gougeon
- (5) Mme Gaël Le Saout
- (6) Mme Corinne Poulain
- (7) M. Vincent Valentin
- (8) M. Romain Pasquier
- (9) M. Gil Desmoulin
- (10) Mme Armelle De Guibert
- (11) M. Nicolas Escach
- (12) Mme Claire Toupin-Guyot
- (13) Mme Gaëlle Petit
- (14) Mme Marta Iglesias
- (15) Mme Adeline Thobie
- (16) Mme Jade Beniguel
- (17) M. Auguste Deshouant
- (18) M. Amadu Djalo
- (19) M. Tao Benard
- (20) Mme Coline Boudet
- (21) Mme Jeanne Chapa
- (22) M. Paul Lechatreux
- (23) Mme Pauline Cardot

Représentés

- (24) Mme Laurence Bertrand-Dorléac
- (25) M. Marc Hervé (représentant de M. le Président du Conseil départemental)
- (26) M. Olivier David (représentant de M. le Président du Conseil régional)
- (27) M. Thibault Tellier

Membres ayant voix consultative

- (28) M. Pablo Diaz, Directeur de l'IEP
- (29) Mme Léa Escarmel, Association des Anciens

Invités

- (30) Mme Myriam Ravalet
- (31) Mme Cyrielle Leclerc
- (32) Mme Anne SALOU
- (33) M. Sébastien Châble
- (34) Mme Nathalie Pruchon
- (35) M. Hugues Parola
- (36) Mme Tiphaine Paris

Procurations :

Mme Laurence Bertrand-Dorléac	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolvivet
M. Mathis Gantois	Donne pouvoir à	M. Auguste Desouhant
M. Thibault Tellier	Donne pouvoir à	M. Gil Desmoulin

M. Lejolivet ouvre la séance.

En préambule, M. Lejolivet souhaite la bienvenue aux participants pour la dernière séance du conseil d'administration de l'année.

Mme Ravalet constate que le quorum est atteint.

- **Adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 05 novembre 2025**

Le procès-verbal du conseil d'administration du 05 novembre 2025 est adopté à l'unanimité.

Avant d'aborder la partie des finances, M. Lejolivet signale qu'un point relatif à la convention de moyens avec l'INSEAC (Institut national supérieur de l'éducation artistique et culturelle), sera traité lors d'une réunion extraordinaire, qui se tiendra le 3 février 2026 à 17 heures.

M. Diaz rappelle que la responsabilité de l'INSEAC, basé à Guingamp, sera transférée du Cnam Paris vers Sciences Po Rennes en 2026. La discussion se poursuit avec les tutelles pour obtenir la convention de moyens, qui n'a à ce jour pas abouti dans les conditions prévues. Il a donc été décidé de la soumettre à consultation des membres du conseil d'administration à l'occasion d'une séance extraordinaire, qui passera également en revue les conventions de moyens de l'État, des collectivités, ainsi qu'une convention liant l'Université de Rennes avec Sciences Po Rennes pour la mention « culture et communication ». De plus, un budget rectificatif intégrant l'INSEAC sera voté en mars. À noter enfin que l'article relatif à l'INSEAC compris dans le règlement intérieur, soumis au vote du conseil d'administration ce jour, sera retiré du périmètre de la consultation, pour faire l'objet d'un vote à part entière à réception de la convention de moyens.

1. FINANCES

- **Tarifs 2026-2027**

M. Diaz rappelle que les tarifs permettent de prévoir les recettes de Sciences Po Rennes, et que seul le conseil d'administration a l'autorisation de les voter.

Les tarifs concernent les certificats d'études politiques pour les étudiants étrangers, la formation continue, l'apprentissage en alternance, les contrats de professionnalisation, et la location des salles. Ces tarifs demeurent inchangés pour 2026-2027.

M. Lejolivet donne lecture de la délibération 2025-88 et la soumet au vote.

La délibération 2025-88 est adoptée à l'unanimité.

- **Droits d'inscriptions 2026-2027**

M. Diaz indique que ce point regroupe les droits d'inscription, les tarifs des concours communs, la grille de progressivité et les taux d'inscription pour le diplôme de Sciences Po Rennes. Le seul changement à noter en 2026 concerne l'article 4. En effet, jusqu'à l'année passée, un stage effectué durant une année de césure faisait l'objet d'un droit à hauteur de 50 % des droits du diplôme. Cependant, en raison de la complexité de ce dispositif, il a été décidé que désormais, les étudiants concernés par cette situation paieraient l'équivalent d'un tarif de diplôme national de Master, soit 200 euros.

M. Lejolivet donne lecture de la délibération 2025-89 et la soumet au vote.

La délibération 2025-89 est adoptée à la majorité. (Un vote défavorable et six abstentions)

- **Demande de subvention de l'Amicale des personnels**

M. Diaz précise que l'Amicale organise la vie de l'institution hors temps de travail, et contribue à la qualité de vie au travail des personnels. Elle organise des temps conviviaux et offre des avantages aux personnels (ex : abonnements culturels...) Il est proposé de lui octroyer la subvention de 11 000 euros au titre de 2026.

M. Lejolivet donne lecture de la délibération 2025-90 et la soumet au vote.

La délibération 2025-90 est adoptée à l'unanimité.

- **Demande de subvention de l'Association des Anciens**

M. Diaz indique que l'Association des Anciens accompagne chaque année Sciences Po Rennes dans de nombreux projets, comme sa participation au Forum des Emplois. L'association s'implique également dans les parcours de Master, et organise divers événements pour promouvoir l'établissement. À ce titre, il est proposé de lui attribuer une subvention de l'ordre de 3000 euros au titre de 2026.

Mme Escarmel précise qu'en 2025, le site internet, financé grâce à l'aide de Sciences Po Rennes, a fêté ses un an. Il a permis une meilleure visibilité des projets et actions menés par l'association ainsi qu'une multiplication des adhésions. Le bilan du mandat est positif, avec plus d'une vingtaine d'événements organisés au travers des différentes antennes. L'objectif de l'association est de continuer à renforcer le partenariat avec Sciences Po Rennes. À ce titre, un projet de promotion de l'association et de l'IEP auprès des *alumni* est prévu en janvier 2026 à Paris.

M. Lejolyet donne lecture de la délibération 2025-91 et la soumet au vote.

La délibération 2025-91 est adoptée à la majorité. (six abstentions).

- **Demande de subvention de l'Association des anciens élèves du cursus CIFA**

M. Châble explique qu'une subvention de 400 euros est demandée par l'Association des anciens élèves du cursus CIFA, afin d'organiser un weekend de retrouvailles des anciens du diplôme.

M. Lejolyet donne lecture de la délibération 2025-92 et la soumet au vote.

La délibération 2025-92 est adoptée à l'unanimité.

- **Demande de subvention à l'association du Master 2 Journalisme et Enquête**

M. Châble indique qu'une subvention de 400 euros est demandée par l'Association du Master 2 Journalisme et Enquête, afin de permettre aux étudiants de participer à plusieurs événements liés au journalisme au cours de l'année.

M. Lejolyet donne lecture de la délibération 2025-93 et la soumet au vote.

La délibération 2025-93 est adoptée à l'unanimité.

- **Demande de subvention exceptionnelle au BDS**

M. Châble indique que la subvention exceptionnelle de 2000 euros demandée par le BDS permettra d'ouvrir de nouveaux créneaux de pratique de sport divers (natation, tennis et rugby) dans de bonnes conditions complétant ainsi l'offre à destination des étudiants.

M. Diaz ajoute que grâce à la participation de l'IEP au SIUAPS (Service Inter Universitaire des Activités Physiques et Sportives) une offre d'infrastructure cohérente a été proposée dans le but d'assurer la pratique régulière du sport dans des conditions optimales et confortables à destination des étudiants. C'est une politique volontariste de l'établissement pour favoriser la pratique sportive des étudiants.

M. Lejolyet donne lecture de la délibération 2025-94 et la soumet au vote.

La délibération 2025-94 est adoptée à l'unanimité.

- **Programmation de la CVEC 2026**

M. Diaz rappelle que la CVEC représente une contribution obligatoire pour les étudiants effectuant leurs études en France. Une partie est reversée aux établissements d'accueil. Elle oscille entre 42 et 97 euros, selon les années. En 2026 un budget de 92 000 euros a été prévu par Sciences Po Rennes, et validé à l'unanimité par la commission permanente de la vie étudiante.

M. Châble indique que les dépenses correspondent à des obligations réglementaires sur l'utilisation de la CVEC, à savoir une part dédiée à la médecine préventive de l'ordre de 15 % et une autre aux actions des associations étudiantes, pour 30 %. Ces dispositions sont complétées par des dépenses complémentaires, comme la relance d'un budget participatif, ou encore la création d'un café associatif.

M. Lejolviet donne lecture de la délibération 2025-95 et la soumet au vote.

La délibération 2025-95 est adoptée à l'unanimité.

- **Durée et seuil d'amortissements**

Mme Ravalet explique que le seuil à 800 euros hors taxe par immobilisation reste inchangé en 2026 pour le cas général. Cependant, le seuil et la durée relatifs au matériel informatique et audiovisuel ont été réduits, en raison de la diminution des coûts et de l'allongement de la durée de vie. Une nouvelle délibération reprenant les différentes durées pour le calcul d'amortissement est proposée.

M. Lejolviet donne lecture de la délibération 2025-96 et la soumet au vote.

La délibération 2025-96 est adoptée à l'unanimité.

- **Budget initial 2026**

M. Diaz indique que le budget initial comprend des prévisions, qui seront confirmées ou infirmées en mars 2026, à l'occasion de la présentation et de la certification du compte financier 2025.

Le périmètre concernant la consultation du conseil d'administration inclut les dépenses et les recettes sur lesquelles Sciences Po Rennes a les moyens d'agir.

En premier lieu, des éléments de contexte sont présentés.

Les finances publiques sont actuellement en tension, et le taux d'endettement, qui dépend de la croissance de la dette globale et de la croissance du PIB, atteint 116 %. Les marges de manœuvre budgétaires s'amenuisent donc pour les administrations publiques, l'État, les collectivités et la Sécurité Sociale. De plus, le contexte politique demeure instable, ce qui complexifie la construction d'un budget sincère et stable.

Le budget prévisionnel 2026 prévoit une stagnation de la subvention pour charge et service public. À noter qu'un dialogue stratégique de gestion a lieu avec le ministère et les services de l'État afin d'obtenir des moyens administratifs et des ressources supplémentaires, pour garantir la bonne continuité du service public.

Les recettes établies dans le cadre de ce budget se veulent prudentes et ont pour objectif une maîtrise des dépenses de manière la plus fine possible, étant donné la fragilité du contexte.

La mise à contribution des collectivités pour réduire le déficit des administrations publiques équivaut à environ 15 %. Toutefois, la contribution demandée aux collectivités dans les projets budgétaires s'étend au-delà de ce seuil, ce qui donne lieu à un budget 2026 contraint au sein des communes. Cette contrainte se répercutera sur les subventions distribuées.

Le budget prévisionnel se veut responsable, et prudent sur l'accroissement des ressources. Le plan d'investissements est tout de même ambitieux ; la projection de 2026 est légèrement excédentaire et fait état d'une capacité d'autofinancement. De plus, elle est conforme aux indicateurs de soutenabilité exigés en termes de trésorerie et fonds de roulement, ce dont Sciences Po Rennes peut se féliciter.

Le programme de la politique de développement de l'établissement continue de se déployer malgré le contexte incertain, et inclut l'ouverture de la première année du campus de Caen, le développement de la formation courte, la structuration de la recherche à travers les colloques, ainsi qu'une augmentation du budget des bourses des mobilités internationales pour les étudiants de troisième année. De plus, la politique de transformation écologique et sociétale se poursuit malgré un désengagement de l'État.

Mme Ravalet fait part du lancement d'un plan pluriannuel d'investissements 2026-2027 à côté du projet bibliothèque qui se poursuit. Les efforts ayant permis de dégager une capacité d'autofinancement ainsi que les

recrutements permettent la réalisation d'investissements dédiés à la mise en œuvre de travaux indispensables, qui sont les suivants à titre d'exemple:

- La réhabilitation des tableaux électrique ainsi que les recrutements d'une juriste et d'une responsable du patrimoine immobilier,
- La mise en œuvre de l'étanchéité des couvertures et le traitement de la Tour C,
- La rénovation du mobilier de la bibliothèque, pour une ouverture prévue début 2027,
- La rénovation par tranche de divers mobiliers et des salles de cours,
- Des travaux visant à améliorer les conditions d'études et de travail, notamment grâce à la rénovation des amphithéâtres,
- Le regroupement des bureaux administratifs afin de libérer des locaux pour la vie associative étudiante.

Ce plan d'investissement sera appuyé par un schéma pluriannuel de stratégie immobilière, qui permettra à Sciences Po Rennes de prétendre à des financements nationaux ou locaux *via* des appels d'offres. Un schéma directeur du numérique est également en cours de travail, et sera important pour guider le renouvellement du parc informatique et les investissements d'infrastructures.

M. Diaz ajoute que la transformation de l'ancien bâtiment du CROUS en résidence étudiante représente un projet à long terme ainsi que le projet d'extension d'un campus de Caen.

M. Parola rappelle qu'en matière de recettes, les financements et subventions publiques suivent une tendance baissière. Le non-versement de la dernière tranche du contrat d'objectifs et de moyens représente un manque de 180 000 euros, ce qui impacte les projets envisagés. Si Sciences Po Rennes parvient à consolider ses ressources propres, le budget, comme indiqué précédemment, se veut prudent avant tout. Les droits d'inscription sont inscrits à hauteur de 2,1 millions d'euros.

Le niveau de dépense d'investissement est ambitieux et exceptionnel, car le plan d'investissement équivaut à 3,2 millions d'euros. Cette somme est rendue possible grâce à la cohérence des dépenses réalisées en 2024 et 2025, ainsi qu'au rétablissement de la capacité d'autofinancement.

Les dépenses de fonctionnement sont en légère progression par rapport à 2025. Elles font également état d'une hausse des dépenses de personnel, en raison de l'augmentation des besoins d'enseignement et de la mise en œuvre de la réforme de la protection sociale complémentaire.

M. Diaz ajoute que le budget consacré à la vie étudiante atteint environ 1 million d'euros.

M. Parola indique que le résultat de l'exercice attendu est de 48 000 euros, pour une capacité d'autofinancement à 386 000 euros, et un niveau de fonds de roulement revu à la baisse du fait du déploiement du plan d'investissement. Le nombre de jours de trésorerie prévus en fin d'exercice est de 131. Le niveau de trésorerie envisagé est de 1,36 million d'euros. Le ratio des charges de personnel sur les recettes en investissement est de 50,79 %.

Ainsi, en 2026, le budget est projeté à l'équilibre. Il vise à assurer la pérennité de la progression des dépenses de l'établissement pour accompagner son développement, tout en conservant une capacité d'autofinancement, permettant la réalisation d'investissement dans les années à venir.

M. Rams salue la situation financière saine de Sciences Po Rennes. La mise en place d'un plan pluriannuel d'investissement est pertinente pour faire face à de potentiels aléas de gestion, et prévoir les investissements futurs.

Mme Salou signale que le budget de l'établissement, tel que présenté, n'appelle pas de remarque particulière de la part du rectorat. Elle salue sa soutenabilité et son état financier au beau fixe.

M. Lejolviet souligne la consolidation des ressources propres de l'IEP en 2026, qui a été rendue possible par une succession de décisions courageuses prises par les personnels tout au long de l'année, et malgré un contexte national et international instable.

M. Lejolviet donne lecture de la délibération 2025-97 et la soumet au vote.

La délibération 2025-97 est adoptée à l'unanimité.

- **Contrôle interne : cartographie des risques et procédure**

Mme Ravalet indique que la mise en œuvre du contrôle interne est une obligation réglementaire, et s'inscrit dans la continuité du renforcement du pilotage budgétaire. Il permet d'améliorer la sécurisation et la qualité des processus budgétaires, en garantissant la fiabilité des informations financières.

Le directeur a désigné une référente, Mme Paris, qui accompagne les services sur le process du contrôle interne. Un comité de pilotage intégrant l'agent comptable a été mis en place. L'évolution de la cartographie des risques sera présentée en décembre, et le plan d'actions qui en découle sera présenté pour validation en mars.

M. Parola explique que plusieurs processus ont été cartographiés. Six catégories de risques ont été identifiés, relatifs aux recettes, aux conventions pluriannuelles, aux investissements, au fonctionnement à la gestion de la masse salariale et à la conformité à la réglementation. Ces risques ont été cotés selon les notations suivantes : faible, moyen, critique et très critique. Le plan d'actions met l'accent sur les risques très critiques, qui constituent sa base et sont les suivants :

- Pour le patrimoine, l'absence de SPSI,
- Pour l'achat, l'absence de commission d'achats et de CCTP incomplets. Ces risques ont déjà commencé à être corrigés grâce au recrutement de la chargée des affaires juridiques,
- Pour le système d'information, l'absence de plan de cyber-sécurité, qui constitue une priorité. Des actions ont là aussi été engagées en lien avec l'EPE.

M. Lejolviet confirme que la sécurité des serveurs est critique et représente un enjeu essentiel pour l'IEP, qui doit faire face au risque de cyberattaque, qui devient de plus en plus prégnant.

M. Lejolviet donne lecture de la délibération 2025-98 et la soumet au vote.

La délibération 2025-98 est adoptée à l'unanimité.

2. MESURES REGLEMENTAIRES ET PRATIQUES

- **Actualisation du règlement intérieur**

M. Diaz rappelle que le règlement intérieur a été revu en concertation avec le rectorat. Il remercie le travail des services et en particulier de la juriste sur ce dossier.

Mme Ravalet présente les modifications. Certaines découlent de la nécessité de compléter les obligations réglementaires qui émergent régulièrement. D'autres visent à faciliter la lecture et la compréhension du règlement intérieur. Dans ce but, les articles ont été allégés et réorganisés, les présentations ont été harmonisées (ex : les commissions thématiques). L'existence d'un comité de direction aux côtés du Directeur a été introduite.

L'évolution de l'organisation de l'IEP y a également été actée, notamment en lien avec le Campus de Caen par rapport à l'intégration de l'INSEAC, dont les articles seront présentés lors d'une séance extraordinaire.

Des précisions ont été apportées comme par exemple la différence entre le scrutin physique et électronique qui a été explicitée. Pour rappel, le vote des étudiants est organisé uniquement par voie électronique.

Par ailleurs, suite aux échanges avec les élus étudiants, l'article 42, qui concernait la cellule de veille et d'écoute, a été renommé « *lutte contre les violences sexistes et sexuelles* ». Il stipule que l'ensemble des violences sexistes et sexuelles est passible de sanctions pénales et que Sciences Po Rennes est engagé pour la prévention de tous ces agissements. Par la suite, le fonctionnement de la cellule de veille et d'écoute est rappelé.

M. Lejolviet donne lecture de la délibération 2025-99 et la soumet au vote.

La délibération 2025-99 est adoptée à la majorité. (sept abstentions)

M. Djalo souhaite connaître les motivations de l'introduction du comité de direction.

M. Diaz répond que l'introduction de cette notion dans le règlement intérieur permet de clarifier le fait que Sciences Po Rennes est dirigée par le Directeur avec l'appui du CODIR, dont la composition et les fonctions peuvent évoluer en fonction des mandats.

3. PEDAGOGIE

- **Règlement de l'examen d'admission directe en 4A 2026**

M. Desmoulin rappelle qu'il est possible d'intégrer Sciences Po Rennes *via* le concours commun en première année, et qu'il est également possible de l'intégrer en deuxième et quatrième année.

Les recrutements dans les parcours de Master de Sciences Po Rennes s'effectuent par le biais de cet examen spécifique, qui nécessite une double vérification axée d'une part, sur la réponse aux exigences de l'établissement par les candidats et d'autre part, sur la cohérence du parcours sélectionné par les responsables de parcours. Si ces vérifications sont validées, le candidat est reçu en entretien, permettant d'obtenir une vision globale sur le parcours des candidats. Aucun changement notable sur le règlement adopté l'année passée n'est à signaler.

M. Lejolviet donne lecture de la délibération 2025-100 et la soumet au vote.

La délibération 2025-100 est adoptée à l'unanimité.

- **Règlement examen d'entrée directe en 2A Caen 2026**

Mme Iglesias explique que cet examen se compose d'une épreuve de questions contemporaines liée à l'actualité, d'une épreuve d'histoire, et d'une épreuve de langue vivante, dont le choix unique est l'anglais.

M. Lejolviet donne lecture de la délibération 2025-101 et la soumet au vote.

La délibération 2025-101 est adoptée à l'unanimité.

- **Règlement examen d'entrée directe en 2A pour CPGE des lycées conventionnés 20 262 027**

Mme Iglesias précise que cet examen représente une épreuve d'une heure sur un sujet de culture générale, suivi d'un entretien de motivation animé par deux personnes.

M. Lejolviet donne lecture de la délibération 2025-102 et la soumet au vote.

La délibération 2025-102 est adoptée à l'unanimité.

- **Règlement examen d'entrée directe en 4A pour CPGE des lycées conventionnés 20 262 027**

M. Desmoulin indique que ces examens concernent les étudiants admissibles ou sous-admissibles à l'une des ENS, et titulaire d'au minima 120 ECTS, qui peuvent être en cours d'acquisition.

M. Lejolviet donne lecture de la délibération 2025-103 et la soumet au vote.

La délibération 2025-103 est adoptée à l'unanimité.

- **Capacités d'accueil en M1 des Masters « Mention Sciences Politiques parcours Affaires publiques européennes » 2026-2027**
- **Capacités d'accueil en M1 des Masters mention Politiques Publiques 2026-2027**
- **Capacité d'accueil en M1 des Masters mention "Villes et Environnements Urbains" 2026-2027**
- **Capacité d'accueil en M1 du master mention "Culture et Education, parcours EAC" 2026-2027**
- **Capacités d'accueil en M1 des Masters « Mention Sciences Politiques parcours Affaires publiques européennes » 2026-2027**

M. Lejolivet propose de soumettre au vote les délibérations 2025-104 jusqu'à 2025-108 incluse d'un seul bloc, en signalant que l'adoption de la délibération concernant les capacités d'accueil du Master mention « Culture et Education – parcours EAC » s'effectuera sous réserve de l'approbation de la convention de moyens qui sera présentée lors de la séance extraordinaire du conseil d'administration, qui aura lieu le 3 février.

Mme Iglesias indique que les capacités d'accueil des Masters sont précisées dans les délibérations transmises aux membres du Conseil d'administration, et représentent des capacités « plancher », puisqu'il sera possible d'accueillir davantage d'étudiants si nécessaire.

La délibération 2025-104, 2025-105, 2025-106, 2025-107, et 2025-108 sont adoptées à l'unanimité.

- **Règlement concours d'entrée FISP 1 année**

Mme Iglesias indique qu'il est prévu de réaliser un entretien oral pour tous les étudiants candidats au double diplôme, qui se tiendra en avril dans les locaux de Sciences Po Rennes.

M. Lejolivet donne lecture de la délibération 2025-109 et la soumet au vote.

La délibération 2025-109 est adoptée à la majorité.

INFORMATION DE LA DIRECTION

M. Diaz fait part d'un travail en cours pour constituer et structurer un réseau des Sciences Po de région, qui suivent plusieurs objectifs et intérêts communs. Ce travail sera présenté en conseil d'administration au cours de l'année 2026.

QUESTIONS DIVERSES

Auguste Deshouant indique que les représentants étudiants souhaitent revenir sur leur abstention dans le cadre du vote concernant les frais d'inscription 2026-2027, pour s'exprimer défavorablement sur ce point.

M. Lejolivet prend note de ce souhait, mais précise qu'il n'est pas possible de revenir sur un vote ayant déjà eu lieu.

Jade Beniguel souligne que les étudiants se trouvent actuellement en période de partiel, ce qui complexifie le suivi des débats et des votes en conseil d'administration. Ils ont attendu les questions diverses pour formuler ce souhait de changement de vote afin de ne pas perturber l'ordre du jour de la séance.

M. Lejolivet comprend que cette période est intense pour les étudiants mais invite tous les participants à la séance à respecter la méthodologie de déroulement du conseil d'administration pour assurer des débats fluides et des décisions prises avec clarté.

M. Diaz remercie les étudiants pour leur participation active au Conseil d'administration. Il souhaite échanger avec représentants étudiants sur leur vote défavorable à l'issue de la séance de ce Conseil d'administration.

En conclusion de la séance, M. Lejolivet souhaite de bonnes fêtes de fin d'année aux membres du conseil d'administration, et rappelle que le prochain se tiendra le 3 février à 17 heures à l'occasion d'une séance extraordinaire. Les prochaines réunions ordinaires auront lieu le 11 mars et le 17 juin.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.